

CLOSING. INTERMÉDIAIRE

Antin Infrastructure collecte 515 millions d'euros

Antin Infrastructure boucle une nouvelle levée intermédiaire à 515 millions d'euros en gagnant 10 nouveaux souscripteurs scandinaves, allemands et français. Le fonds d'infrastructure compte parmi ses LPs trois assureurs, une banque, cinq fonds de pension de premier plan et un family office franco-italien. Ceux-ci ajoutent de ce fait 215 millions aux 300 initialement injectés en 2009 par le principal sponsor du fonds, BNP Paribas. « Dans un contexte de marché difficile pour les levées, certains fonds de pension n'ont pris leur décision d'allocation qu'à partir de juillet 2009 commente Alain Rauscher, président d'Antin Infrastructure. Début 2010, la situation des institutionnels assainie, ces derniers ont entamé un mouvement vers des classes d'actifs comme l'infrastructure, alors que 2009 avait vu une réallocation de la gestion alternative vers l'obligataire ». Un prochain closing intermédiaire entre 700 et 750 millions d'euros est prévu pour la fin du mois de mars. « Nous sommes en discussion avancée avec des fonds de pension canadiens, scandinaves, français,



Alain Rauscher

allemands et britanniques » affirme le responsable qui espère rallier un ou plusieurs investisseurs australiens pour le closing final toujours fixé à 1 milliard d'euros. Le gérant français, qui

propose à ses LPs un TRI moyen de 15% et une distribution annuelle de 5% dès la première année, investit à 80% en euros sur la zone Europe continentale, des tickets compris entre 50 et 200 millions d'euros pour racheter des actifs existants (dits « brown field » par opposition aux projets de construction d'infrastructure ex nihilo) valorisés entre 500 millions et 1,5 milliard d'euros. Antin a déjà déboursé 240 millions d'euros pour quatre actifs. Dernier en date, la reprise à Macquarie de 33,3 % du groupe français de stockage et d'acheminement pétrolier Pisto, mi-janvier.

CDC INFRASTRUCTURE VISE 1,5MD€

La CDC a présenté sa nouvelle filiale dédiée à l'investissement en fonds propres dans les infrastructures. Dans un premier temps, la maison mère dote CDC Infrastructure d'un portefeuille de neuf participations (Transdev, Egis, la Sanef...), d'une valeur de 600 millions d'euros. Pour la suite, l'équipe constituée d'une douzaine de professionnels devrait investir 900 millions d'euros d'ici à 2014, en majorité sur des infrastructures françaises existantes (actifs brownfield) mais également sur de nouveaux projets (actifs greenfield). Ces investissements seront réalisés « à la fois par réinvestissement des résultats et par augmentation de capital » précise Alain Quinet, président du véhicule dédié. Le fonds aura vocation à devenir actionnaire minoritaire de référence, en co-investissant avec des partenaires industriels ou des investisseurs privés.